



GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Paris, le **5 JAN. 2023**

**Le ministre de l'Intérieur et des Outre-mer
Le ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse,
La secrétaire d'État chargée de la Citoyenneté**

à

**Monsieur le préfet de Police
Mesdames les préfètes et messieurs les préfets de région et de département,
Madame la préfète de police des Bouches-du-Rhône,
Mesdames les rectrices et messieurs les recteurs de région académique,
Mesdames les rectrices et messieurs les recteurs d'académie,
Mesdames les directrices et messieurs les directeurs académiques des services de
l'éducation nationale,**

Référence	NOR : IOMK2234911C
Date de signature	
Emetteur	Ministre de l'Intérieur et des Outre-mer Ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse Secrétaire d'État chargée de la Citoyenneté
Objet	Mise en place de l'instance départementale chargée de la prévention de l'évitement scolaire
Commande	Instance départementale prévue par la loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République
Action(s) à réaliser	Dans chaque département, le préfet et le DASEN doivent mettre en place et réunir l'instance départementale
Echéance	Réunion de l'instance sous 2 mois à compter de la réception de la présente circulaire. Une synthèse est attendue dans le mois suivant la 1 ^{ère} réunion de l'instance départementale
Contacts utiles	SG-CIPDR : 01 53 69 24 25
Nombre de pages et annexes	3 pages

En matière de lutte contre les atteintes aux principes et propositions républicaines, la mobilisation contre l'évitement scolaire constitue un enjeu majeur pour l'instruction des enfants.

L'article L131-5-2 du code de l'éducation dans sa rédaction issue de l'article 49 de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République prévoit la création, à compter de la rentrée scolaire 2022, d'une instance départementale chargée de la prévention de l'évitement scolaire associant différents services déconcentrés afin de repérer les enfants soumis à l'obligation scolaire qui ne sont pas inscrits dans un établissement d'enseignement public ou privé et n'ont pas fait l'objet d'une autorisation d'instruction dans la famille.

Le décret n° 2022-184 du 15 février 2022 relatif à l'instance départementale chargée de la prévention de l'évitement scolaire a introduit un nouvel article D131-4-1 dans le code de l'éducation afin de préciser l'objet, la composition et le fonctionnement de l'instance. Le préfet et le directeur académique des services de l'éducation nationale assurent la présidence de cette instance, qui doit fonctionner en étroite articulation avec la cellule de lutte contre l'islamisme radical et le repli communautaire (CLIR), conformément à la circulaire du Premier ministre en date du 14 janvier 2022.

Vous réunirez ces instances, au plus tard, dans un délai de deux mois, à compter de la réception de la présente circulaire.

Son enjeu est d'améliorer le contrôle de l'obligation d'instruction en favorisant l'échange et le croisement d'informations, et de garantir qu'aucun enfant ne soit privé de son droit à l'instruction.

L'efficacité de l'instance départementale chargée de la prévention de l'évitement scolaire repose, à l'échelle départementale, sur le croisement des données et informations entre les différents services et partenaires (élus locaux, CAF, services du département, ...) afin, d'une part, de recenser tous les enfants en âge d'obligation scolaire et, d'autre part, d'assurer le suivi du respect des mises en demeure de scolarisation dans un établissement d'enseignement public ou privé prononcées par le directeur académique des services de l'éducation nationale, dans le cadre du contrôle de l'instruction dans la famille.

Par ailleurs, à compter de la rentrée 2022, le suivi par le maire et le directeur académique des services de l'éducation nationale de l'obligation d'instruction est renforcé par l'attribution d'un identifiant national unique au profit de chaque enfant, en application de l'article L131-6-1 du code de l'éducation.

Préalablement à la tenue de l'instance départementale, il est impératif que le directeur académique des services de l'éducation nationale se rapproche des maires afin d'effectuer un suivi des mises en demeure de scolarisation, sur la base de la liste des enfants d'âge scolaire établie en application de l'article R131-3 du code de l'éducation, et d'identifier ainsi les enfants en situation d'évitement scolaire qui devront faire l'objet d'un examen par l'instance.

Ce partage d'informations doit permettre de repérer les enfants dont la situation au regard de l'obligation d'instruction n'est connue ni de la commune ni de la direction des services départementaux de l'éducation nationale. Ces enfants, soumis à l'obligation scolaire, ne sont en effet pas inscrits dans un établissement d'enseignement public ou privé et ne font pas non plus l'objet d'une autorisation d'instruction dans la famille.

Dans ce cadre, nous vous demandons d'engager sans délai les actions de (re)médiation et contrôles afférents, ainsi que le signalement aux administrations concernées y compris judiciaires, via le Parquet, et la cellule de recueil des informations préoccupantes (CRIP).

La priorisation des contrôles sera orientée vers des personnes physiques, morales et territoires particulièrement évoqués en CLIR.

Par ailleurs, nous vous rappelons l'importance qui s'attache au suivi le plus rigoureux de l'instruction en famille et au respect du cadre réglementaire qui lui est propre. En particulier, une attention sera donnée au repérage des enfants instruits dans la famille au cours de l'année scolaire précédente et dont les familles n'ont pas déposé de demande d'autorisation d'instruction dans la famille sans pour autant que l'enfant soit inscrit dans un établissement scolaire public ou privé, dès lors qu'il relève de l'obligation de scolarisation.

En cas de constat d'un défaut à l'obligation d'instruction, le directeur académique des services de l'éducation nationale met en demeure les personnes responsables de l'enfant de l'inscrire, dans les quinze jours suivant la notification de cette mise en demeure, dans un établissement d'enseignement public (tenant compte de la sectorisation) ou privé et d'en informer le maire.

La coordination entre les services départementaux de l'éducation nationale et les services municipaux est également essentielle afin de repérer les enfants dont la mise en demeure de scolarisation n'a pas été suivie d'une inscription dans une école ou un établissement d'enseignement.

Nous comptons sur une implication personnelle sur le sujet et la pleine mobilisation de vos services pour accompagner nos jeunes concitoyens en difficulté en luttant pleinement et efficacement contre toutes les velléités et modalités de déscolarisation ou de scolarisation antirépublicaine.

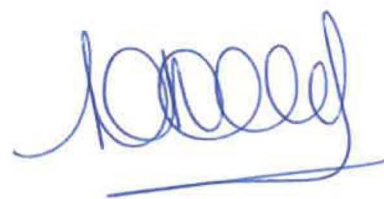
Les préfets rendront compte de la mise en place des instances départementales et des axes de travail qui auront été arrêtés à cette occasion au SG-CIPDR. Les directeurs académiques des services de l'éducation nationale en rendront compte aux recteurs, qui adresseront une synthèse académique au ministère (DGESCO et HFDS) le mois suivant la mise en place de l'instance.



Gérald DARMANIN



PAP NDIAYE



SONIA BACKÈS